

2029, la grande renaissance asiatique

Kishore Mahbubani

TRADUCTION **Cadenza Academic Translations**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/1 Printemps**, PAGES 173 À 186

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300003

DOI 10.3917/pe.191.0173

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-1-page-173?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

2029, la grande renaissance asiatique

Par **Kishore Mahbubani**

Kishore Mahbubani est professeur de politique publique à l'université nationale de Singapour. Ancien diplomate, il a notamment été représentant permanent de Singapour à l'Organisation des Nations unies. Il est également l'auteur de *Has the West Lost It?*, Londres, Penguin Press, 2018.

Traduit de l'anglais par Cadenza.

Les Asiatiques ont été dominés et parfois humiliés par les Occidentaux au cours des deux derniers siècles. Ils abordent aujourd'hui l'avenir avec confiance. En 2050, les deux premières puissances mondiales devraient être la Chine et l'Inde. La grande renaissance asiatique engendrera des bouleversements géopolitiques. Les tensions sino-américaines sont déjà visibles et des conflits pourraient émerger entre puissances asiatiques. Toutefois, le choc des civilisations n'est pas inévitable.

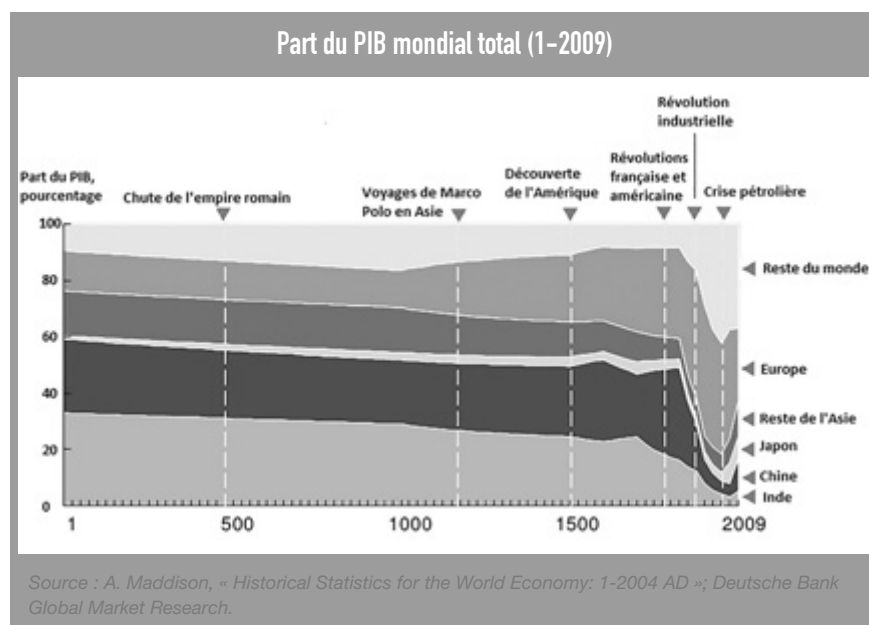
politique étrangère

Le ^{xxi}e siècle sera le siècle de l'Asie, tout comme le ^{xix}e fut celui de l'Europe et le ^{xx}e celui des États-Unis. Cela ne fait aucun doute : de l'an 1 à 1820, les deux plus grandes économies du monde ont été la Chine et l'Inde (voir graphique page 174). Les 200 dernières années, où l'histoire mondiale a été dominée par l'Occident, ont donc été une exception historique. Or toute exception finit par disparaître. En 2019 déjà, en parité de pouvoir d'achat (PPA), trois des quatre plus grandes économies mondiales sont asiatiques : la Chine, l'Inde et le Japon. En 2029, la part asiatique du produit national brut (PNB) mondial sera plus grande encore.

Il ne fait aucun doute que le ^{xxi}e siècle sera celui de l'Asie. La question est de savoir si ce sera un siècle heureux. Le politologue américain Aaron L. Friedberg a prédit, voici plus de 20 ans, que « le passé de l'Europe pourrait être l'avenir de l'Asie¹ ». Les transferts de puissance entre nations européennes à la fin du ^{xix}e siècle ont conduit aux grandes guerres européennes du ^{xx}e siècle ; le même phénomène pourrait se produire en Asie.

1. A. L. Friedberg, « Ripe for Rivalry », *International Security*, vol. 18, n° 3, hiver 1993-1994, p. 7.

Beaucoup d'Occidentaux pensent que l'Asie est d'autant plus encline au conflit et à la division qu'il n'existerait pas de liens culturels entre les sociétés asiatiques. C'est là une vision erronée. Les différentes parties de l'Asie entretenaient en vérité des liens profonds avant l'ère coloniale européenne. L'hypothèse développée ici est que, d'ici à 2029, l'Asie connaîtra une renaissance culturelle spectaculaire avec l'explosion des classes moyennes asiatiques. Il serait cependant téméraire de prédire que le chemin sera sans heurts. L'histoire n'avance jamais en ligne droite, et cette évolution connaîtra donc des hauts et des bas.



Les sept piliers de la sagesse occidentale

Bien que nombreux soient ceux qui, en Occident, ont été surpris par la résurgence spectaculaire des économies asiatiques, il était possible de prévoir ce retour en force de l'Asie. Avec la publication en 1998 de mon premier volume d'essais – *Can Asians Think?* –, je décrivais avec deux décennies d'avance les forces à l'œuvre dans la régénération du continent asiatique. Dix ans plus tard, dans *The New Asian Hemisphere* – publié en France sous le titre *Le Défi asiatique*² –, je soutenais que l'Asie parvenait à se revitaliser parce qu'elle avait compris, intégré et appliqué les sept piliers de la sagesse occidentale : l'économie de libre-échange, les sciences et technologies, la méritocratie, le pragmatisme, la culture de la paix, l'état

2. K. Mahbubani, *Le Défi asiatique*, Paris, Fayard, 2008.

de droit et l'éducation. À l'heure où les sociétés asiatiques doivent leur succès à l'application de ces piliers, certaines sociétés occidentales tendent paradoxalement à s'en éloigner.

Le plus important de ces piliers est peut-être la culture du pragmatisme. La grande force des sociétés asiatiques est leur tendance psychologique au pragmatisme. Les Japonais en ont les premiers fait la démonstration lors de la restauration de Meiji à la fin des années 1860, en se demandant pourquoi les grandes sociétés asiatiques de Chine et d'Inde étaient en difficulté tandis que les petits États européens étaient en plein essor. Examinant cet état de fait avec attention, et conscients du fait que le Japon risquait d'être le prochain pays asiatique à se voir colonisé (surtout après l'apparition des navires de guerre de l'amiral Matthew Perry dans la baie de Tokyo en 1853), les Japonais ont fort sagement observé, adopté et appliqué avec habileté les pratiques occidentales pour revitaliser leur société.

Le monde a véritablement été pris de court par l'essor spectaculaire de l'économie chinoise. La statistique suivante est particulièrement parlante. En 1980, en termes de PPA, la part chinoise du produit intérieur brut (PIB) mondial était de 2,32 %, et celle des États-Unis de 21,56 %³ ; c'est-à-dire que la part de la Chine représentait environ un dixième de celle des États-Unis. Pourtant, en 2014, la Chine a dépassé les États-Unis. Comment la Chine a-t-elle accompli cet exploit ? Un élément de réponse important est que le principal réformateur chinois, Deng Xiaoping, a appris l'art du pragmatisme en suivant l'exemple de nombre d'économies asiatiques florissantes, parmi lesquelles le Japon et les quatre « tigres » (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour). La meilleure définition du pragmatisme est ainsi donnée par Deng dans l'adage : « Il importe peu que le chat soit noir ou blanc ; s'il attrape des souris, c'est un bon chat. »

L'art du pragmatisme asiatique

Le paradoxe de notre époque est que, tandis que les sociétés asiatiques intégraient les vertus du pragmatisme apprises de l'Occident, de nombreuses sociétés occidentales sont progressivement devenues moins pragmatiques. Donald Trump fournit l'un des exemples les plus frappants de cet abandon du pragmatisme. La théorie économique occidentale – en particulier la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo – a démontré sans l'ombre d'un doute que les pays qui entretiennent d'importants échanges économiques avec le reste du monde jouissent

3. PIB selon la PPA, part mondiale, Perspectives de l'économie mondiale du FMI (octobre 2018), chiffres disponibles sur : <www.imf.org>.

d'économies plus prospères que ceux qui commercent peu. Il suffit de nous pencher sur la forte disparité entre les économies sud et nord-coréennes pour comprendre les vertus du commerce international.

Bien que ces vertus aient été maintes fois démontrées, Donald Trump semble prêt à se détourner des échanges internationaux. Pis encore, pour des raisons idéologiques, il est même prêt à paralyser l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC, a déclaré sans équivoque que Trump se trompait. Il affirme que l'usage par Trump d'actions unilatérales «est inquiétant parce qu'il révèle une vision des échanges [...] erronée, en théorie comme en pratique. M. Trump croit que les importations c'est mal, et que les exportations c'est bien. C'est faux». La part européenne du commerce mondial est plus élevée que celle des États-Unis. Quasiment aucun dirigeant européen ne soutient le point de vue de Trump sur le commerce. Pourtant, même le poids cumulé des pays européens s'avère incapable de l'influencer ou de le contenir.

A contrario, l'Asie procède à des ajustements pragmatiques et poursuit sa route. Lorsque Donald Trump s'est désolidarisé de l'Accord de partenariat Trans-Pacifique (TPP), accord commercial négocié par Barack Obama, le TPP aurait pu s'effondrer. Au lieu de cela, les pays asiatiques concernés ont décidé de le reconduire sans la participation des États-Unis. De même, plusieurs partenaires privilégiés (*dialogue partners*) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) négocient un autre accord commercial, le Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership – RCEP), qui n'est pas encore conclu, mais est en bonne voie.

Cette culture du pragmatisme qui se répand en Asie de façon continue donne de fortes raisons d'espérer que l'essor des économies asiatiques va perdurer. Mais de nombreux défis géopolitiques se posent encore. L'une des questions les plus importantes est de savoir si les pays asiatiques seront aussi pragmatiques dans le domaine géopolitique que dans la sphère économique.

La géopolitique asiatique

Le pragmatisme asiatique dans la sphère géopolitique sera mis à l'épreuve si un conflit géopolitique de grande ampleur éclate entre la première puissance mondiale, les États-Unis, et la principale puissance émergente, la Chine, dans la décennie à venir (2019-2029). Il est en effet probable que les futurs historiens feront remonter les débuts de cette gigantesque lutte

géopolitique à janvier 2018, lorsque Donald Trump a lancé, de manière soudaine et inattendue, une guerre commerciale contre la Chine – en même temps qu’il annonçait de nouveaux tarifs douaniers à l’encontre d’alliés et partenaires majeurs des États-Unis : le Canada, le Mexique, le Japon ou l’Union européenne (UE). Alors que les guerres commerciales entre les États-Unis et leurs partenaires et alliés restaient sous contrôle, celle qui les oppose à la Chine n’a fait que s’aggraver en 2018, jusqu’au sommet du G20 en Argentine le 1^{er} décembre 2018, au cours duquel Donald Trump et Xi Jinping ont annoncé une trêve.

L’aspect le plus curieux de cette guerre commerciale contre la Chine est qu’elle bénéficie d’un large soutien, alors que la plupart des décisions de Trump divisent les États-Unis. Fareed Zakaria a déclaré que « sur un point important et fondamental, Trump a raison : la Chine triche ». Tout en rejetant la vision trumpienne du commerce comme jeu à somme nulle, selon laquelle on ne peut « gagner » qu’en battant la Chine sur le terrain de la guerre commerciale, Tom Friedman concède cependant que la République populaire est coupable de « vol de propriété intellectuelle, d’interventions étatiques de grande ampleur qui ignorent les règles édictées par l’OMC, d’un défaut de réciprocité, et force les entreprises occidentales à payer pour pouvoir s’installer en Chine ». Il ajoute : « C’est pour cela que cette bataille vaut la peine d’être menée. Ne laissez pas le fait que c’est Trump qui mène la charge vous faire oublier l’importance vitale d’un accord entre les États-Unis, l’Europe et la Chine sur les règles à appliquer en commun pour 2025, avant qu’il ne soit vraiment trop tard. »

Le sénateur démocrate Chuck Schumer a également déclaré publiquement que « quand il s’agit d’être ferme sur les pratiques commerciales de la Chine, je suis plus proche de Trump que d’Obama ou de Bush ». Ce fort soutien à Trump a souligné que presque tout l’*establishment* américain en arrivait à un consensus sur le fait qu’il était temps pour les États-Unis de tenir tête au Céleste Empire. Ainsi, quand le vice-président Mike Pence a prononcé un discours condescendant et hostile à la Chine le 4 octobre 2018, où il avançait l’idée absurde que le pays ne devait sa réussite qu’à l’aide apportée par les missionnaires américains au XIX^e siècle, nulle voix ou presque ne s’est élevée aux États-Unis pour condamner ces propos méprisants. Au lieu de cela, même certains commentateurs habituellement favorables à la Chine – parmi lesquels l’ancien secrétaire au Trésor Hank Paulson – se sont inquiétés de ce qu’un « nouveau Rideau de fer économique » serait en train de s’abattre entre les États-Unis et la Chine⁴.

4. « Ex-US Treasury Chief Henry Paulson Warns of “Economic Iron Curtain” », *Straitstimes*, 7 novembre 2018, disponible sur : <www.straitstimes.com>.

Dans le pire des cas, si une sorte de guerre froide 2.0 éclatait entre les deux pays, les États d'Asie pourraient se voir contraints de choisir leur camp. Il est pourtant clair qu'aucun d'entre eux n'est pressé de prendre parti. Même les alliés traditionnels des États-Unis en Asie-Pacifique, y compris l'Australie, le Japon, les Philippines, la Corée du Sud et la Thaïlande, se montrent réticents, ce qui est bien compréhensible. Ces pays savent que les États-Unis occuperont la région pendant des siècles ; mais la Chine y sera présente pour des millénaires. Il serait donc peu prudent, pour quelque pays asiatique que ce soit, de s'aliéner la plus grande puissance de la région. Sur le plan économique, tous les États asiatiques majeurs, y compris les alliés des États-Unis, entretiennent d'abord des liens étroits avec la Chine. L'Australie, pays occidental, est fière de son alliance avec l'Amérique. Par le passé, elle s'est présentée comme le « shérif adjoint » des États-Unis dans l'Asie-Pacifique. Le chercheur australien Hugh White a cependant mis ses compatriotes en garde : « Il semblerait que nous nous accrochions toujours à l'idée que l'Amérique demeurera la puissance dominante en Asie, qu'elle sera là pour nous protéger de la Chine [...]. Notre gouvernement a donc de nouveau échoué à comprendre toutes les implications des bouleversements profonds qui transforment notre contexte international. C'est le triomphe de la pensée magique sur les mesures sérieuses⁵. »

Au vu de son histoire mouvementée du xx^e siècle (dont une invasion catastrophique), le Japon est l'État qui a le plus à craindre d'une Chine privilégiant la vengeance. Et pourtant, même le Japon serait réticent à rejoindre une coalition antichinoise forte.

La Chine a passablement sapé la capacité des États-Unis à lancer contre elle une politique d'endiguement, en développant des relations économiques fortes et étroites avec tous ses voisins. Tous les États d'Asie font davantage de commerce avec la Chine qu'avec les États-Unis (voir tableau page 179). De plus, avec le lancement du projet des Nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*, ou BRI) par le président Xi Jinping, les liens commerciaux unissant le pays et ses voisins asiatiques seront encore resserrés avec le développement de nouvelles infrastructures. La Chine s'apprête à dépenser des milliers de milliards de dollars sur ses propres fonds pour construire routes et ponts, ports et gares, centrales et réseaux électriques en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. C'est pourquoi la plupart des États asiatiques éviteront, par pragmatisme, de choisir leur camp dans une quelconque lutte entre les États-Unis et la Chine.

5. H. White, « America or China? Australia Is Fooling Itself That It Doesn't Have To Choose », *The Guardian*, 26 novembre 2017, disponible sur : <www.theguardian.com>.

Échanges commerciaux des pays asiatiques majeurs avec les États-Unis et la Chine (2016)		
Partenaire	Échanges avec la Chine (en millions de dollars US)	Échanges avec les États-Unis (en millions de dollars US)
Bangladesh	15 170,03	7 026,23
Brunei	732,40	628,69
Indonésie	53 531,53	26 161,38
Inde	70 161,89	69 392,54
Japon	274 939,18	198 351,25
Cambodge	4 759,20	3 277,35
République de Corée	252 681,63	114 189,24
Laos	2 346,57	88,17
Sri Lanka	4 560,32	3 282,06
Myanmar	12 285,36	446,23
Malaisie	86 929,80	49 164,65
Pakistan	19 145,25	5 726,20
Philippines	47 232,46	18 574,94
Singapour	70 510,20	44 754,52
Thaïlande	75 715,07	40 901,49
Vietnam	98 265,70	53 861,42

Source : Banque mondiale, World Integrated Trade Solution (WITS), chiffres disponibles sur : <https://wits.worldbank.org>. Les chiffres sont arrondis à la deuxième décimale.

Cette politique pragmatique d'évitement des pays asiatiques sera plus forte encore si les États européens, derrière l'UE, adoptent une stratégie similaire. Un tel pragmatisme leur serait en effet utile puisque les intérêts géopolitiques de l'Europe vis-à-vis de la Chine sont différents de ceux des États-Unis. La géopolitique trouve toujours son fondement dans la géographie ; or la géographie de l'Europe est différente de celle des États-Unis. Ainsi, la principale menace à laquelle le Vieux Continent doit faire face n'est pas la même que celle que pourrait affronter l'Amérique. Une simple statistique démographique permet clairement d'identifier la plus grande menace géopolitique qui pèse sur l'Europe : en 1950, la population des 28 États membres de l'UE représentait le double de celle de l'Afrique ; en 2017, la population de l'Afrique représente le double de celle de l'UE. D'ici à 2100, la population africaine devrait être dix fois plus nombreuse que celle de l'Europe.

En 2015-2016, la hausse du nombre de migrants venus d'Afrique et du Moyen-Orient a provoqué une réaction hystérique en Europe, permettant aux partis populistes d'élargir leurs soutiens. Il est facile d'imaginer les conséquences politiques sur le continent d'une hausse de l'immigration bien plus massive. Il est donc dans l'intérêt à long terme de l'Europe

de voir s'accroître les investissements en Afrique. Ce qui inciterait les Africains à chercher du travail chez eux plutôt que d'émigrer vers le continent européen. En investissant massivement en Afrique, la Chine œuvre d'une certaine manière dans le sens des intérêts européens. Il serait logique

Une alliance géopolitique Europe/Chine ?

que se développe une alliance géopolitique entre l'Europe et la Chine (incluant le Japon et l'Inde) pour promouvoir le développement à grande échelle du continent africain. Au lieu de cela, et de façon presque suicidaire, l'Europe s'oppose aux investissements chinois en Afrique parce qu'elle a pris l'habitude de s'en remettre aux mesures américaines, même si elles s'avèrent destructrices pour elle.

Il reste cependant un espoir que l'Europe puisse un jour se réveiller et s'apercevoir qu'il est dans son intérêt de se montrer aussi pragmatique que les pays d'Asie dans ses relations avec la Chine. La plupart des États asiatiques souhaiteront le maintien d'une forte présence américaine en Asie pour faire contrepoids à l'influence de la Chine. Ils préféreraient cependant qu'elle soit non agressive, et qu'elle règle de manière pragmatique les problèmes complexes qui entravent le développement de la relation sino-américaine. Les problématiques commerciales pourraient être résolues, pour peu que les dirigeants américains et chinois se mettent à les chercher. En revanche, les problèmes géopolitiques posés, par exemple, par Taïwan, la mer de Chine méridionale ou la péninsule coréenne sont bien plus délicats à régler.

La seule contribution positive de Donald Trump à la sécurité de la région Asie-Pacifique a été d'y « dégeler » le conflit qui y était le plus enlisé, celui de la division de la péninsule coréenne. L'accroissement des capacités nucléaires de la Corée du Nord ces dernières années a fait grandir la peur d'un conflit inéluctable entre Washington et Pyongyang. La rencontre de Donald Trump et Kim Jong-un à Singapour en juin 2018 a montré que, malgré ses tendances erratiques, le gouvernement nord-coréen était un acteur rationnel, déterminé à assurer sa sécurité et son développement, et non pas à mettre à mal la paix dans la région. Le président sud-coréen Moon Jae-in a également développé avec son homologue nord-coréen une relation plus étroite que tous ses prédécesseurs. On peut donc raisonnablement prédire que la situation de la péninsule coréenne restera maîtrisée.

Il est en revanche bien moins clair que le gouvernement démocratiquement élu de Taïwan gardera un comportement aussi rationnel. Paradoxalement, la meilleure façon pour Taïwan de conserver et d'étendre son autonomie, comme elle l'a fait sous le président Ma Ying-jeou de 2008

à 2016, est de cultiver avec le gouvernement de Pékin une relation fondée sur la confiance et la compréhension mutuelles. La politique taïwanaise est cependant imprévisible. Certaines forces en présence souhaitent une indépendance totale. Depuis la normalisation des relations entre les États-Unis et la Chine en 1979, Washington joue consciencieusement un rôle de garde-fou, en contenant toute velléité taïwanaise d'indépendance. George W. Bush, quand il était président, a exercé une forte pression sur le président taïwanais de l'époque, Chen Shui-bian, pour le dissuader de s'engager sur cette voie. La plupart des décideurs politiques américains réfléchis souhaitent la prolongation du *statu quo*, pour empêcher l'autonomie de Taïwan. En janvier 2017, John Kerry, alors secrétaire d'État, a assuré à Wang Yi, ministre des Affaires étrangères chinois que « la politique de la Chine unique basée sur les trois communiqués conjoints sino-américains reste le consensus des deux partis [démocrate et républicain]⁶ ».

Cependant, Donald Trump s'étant entouré d'idéologues tel John Bolton, il existe un danger que les États-Unis tentent de forcer la main de la Chine en soutenant l'indépendance de Taïwan. Il y a là un enjeu clé qu'aucun décideur politique américain ne devrait sous-estimer : aux yeux de la Chine, la question taïwanaise est le dernier vestige du siècle d'humiliations qu'a subi le pays, de la première guerre de l'opium à la fondation de la République populaire de Chine en 1949. Aucun dirigeant chinois ne peut paraître faible dans sa promotion d'une réintégration de Taïwan. Ainsi, si les États-Unis pouvaient, après la présidence de Donald Trump, revenir à leur posture habituelle consistant à soutenir l'autonomie de Taïwan, et non son indépendance, ce problème pourrait être contenu.

De la même façon, la question de la mer de Chine méridionale pourrait également rester sous contrôle si toutes les parties concernées parvenaient à poursuivre une politique de retenue. En Occident, l'attitude de la République populaire en mer de Chine méridionale est perçue comme indûment agressive. Cette perception est erronée en ce qu'elle n'appréhende pas l'importante distinction qui existe entre agressivité (impliquant une action militaire pour changer le *statu quo*) et affirmation de soi (sans action militaire). L'ancien ambassadeur des États-Unis en Chine, J. Stapleton Roy, m'a confié que l'administration Obama avait manqué une belle occasion de démilitariser le conflit en mer de Chine méridionale. Lors d'une conférence de presse commune avec Obama le 25 septembre 2015, Xi Jinping avait proposé une approche plus raisonnable dans la région. Xi avait soutenu la pleine application de la Déclaration

6. S. Jiangtao, « America Will Stay Committed to One-China Policy, John Kerry Tells Beijing », *South China Morning Post*, 5 janvier 2017, disponible sur : <www.scmp.com>.

sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale de 2002, signée par la Chine et par les dix États membres de l'ASEAN, avant d'appeler à une conclusion rapide des consultations entre son pays et l'ASEAN sur le Code de conduite en mer de Chine méridionale. Il avait ajouté que la Chine n'avait aucune intention de militariser les îles Spratleys, où elle avait commencé un gigantesque travail de récupération des terres

Distinguer agressivité et affirmation de soi

sur les récifs et les bancs de sable. Au lieu de chercher l'apaisement, les États-Unis ont augmenté leurs patrouilles maritimes. La Chine a répondu en lançant la militarisation de la zone. Il est indéniable que le poids et l'influence de la République populaire en mer de Chine méridionale ont vocation à grandir. Il est cependant tout aussi vrai qu'il n'est pas dans l'intérêt du pays de se mettre à dos la communauté de l'ASEAN. Le litige en mer de Chine méridionale peut donc être traité de façon prudente et pragmatique par toutes les parties concernées.

Nombre d'observateurs ont prédit que d'ici à 2050, la deuxième puissance économique mondiale ne serait pas les États-Unis, mais l'Inde. Ainsi, en 2050, la compétition majeure entre la première et la deuxième puissance mondiale n'opposerait pas les États-Unis et la Chine, mais la Chine et l'Inde. La relation sino-indienne est bien entendu profonde et complexe. Un point positif est que cette relation a été très majoritairement pacifique au cours des deux derniers millénaires. Sur le plan culturel, la Chine fait traditionnellement preuve d'un grand respect envers l'Inde en tant que lieu de naissance du bouddhisme. Durant le premier millénaire, nombre d'érudits chinois ont effectué de longs périples pour se rendre en Inde. Xuanzang, célèbre moine de l'Empire du Milieu, est bien connu pour ses voyages à Nalanda, la plus ancienne université du monde jusqu'à sa destruction par les envahisseurs turcs au ^{xii}^e siècle. Ainsi, si les intellectuels chinois et indiens considèrent leur profonde relation historique, il n'y a pas de raison qu'il existe une animosité fondamentale entre ces deux grandes puissances asiatiques.

Malheureusement, l'histoire récente est plus troublée. En 1962, les deux pays se sont affrontés militairement. De plus, pendant la guerre froide, la Chine s'est associée aux États-Unis pour soutenir le Pakistan, adversaire historique de l'Inde dans le Sud-Est asiatique. La Chine a également fourni au Pakistan la technologie qui en a fait une puissance nucléaire. Sous la gouvernance de Manmohan Singh, Premier ministre de 2004 à 2014, les relations entre les deux pays se sont améliorées, le volume total de leurs échanges commerciaux passant de 10,2 milliards

de dollars en 2004 à 71,7 milliards en 2014⁷. Manmohan Singh et Wen Jiabao, Premiers ministres indien et chinois, ont résumé le caractère positif des relations sino-indiennes dans une déclaration commune en 2010 : « Il y a assez d'espace dans le monde pour le développement à la fois de l'Inde et de la Chine et, au demeurant, assez de domaines dans lesquels la Chine et l'Inde peuvent coopérer⁸. »

Les relations entre les deux pays se sont compliquées après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi, même si elles sont d'abord restées positives. Deux problèmes ont émergé. D'abord, les forces indiennes et chinoises se sont opposées dans un face-à-face tendu à Doklam de juin à août 2017. Ensuite, les choses se sont envenimées quand la Chine et le Pakistan ont annoncé que le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) traverserait le Cachemire, région occupée par le Pakistan et revendiquée par l'Inde. L'Inde est devenu le plus visible des pays asiatiques à s'abstenir de participer aux projets chinois des Nouvelles routes de la soie.

Tout laisse à penser que les relations entre ces deux puissances demeureront compliquées. Néanmoins, un esprit de pragmatisme caractérise également cette relation. Ainsi, malgré son refus de participer aux réunions sur les Nouvelles routes de la soie, l'Inde a rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) fondée par la Chine. L'Inde est même le pays à avoir le plus emprunté à cette banque à l'heure actuelle⁹. Pékin et New Delhi ont également coopéré pour établir la Nouvelle banque de développement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). La dernière rencontre entre le président Xi et le Premier ministre Modi à Wuhan en avril 2018 s'est bien déroulée, les deux dirigeants s'étant mis d'accord pour « intensifier de manière significative leurs efforts pour mettre à profit leurs convergences grâce aux mécanismes établis, de sorte à créer le système le plus vaste possible pour leur relation future¹⁰ ».

Pour résumer, bien que de nombreux défis géopolitiques se posent à mesure que l'Asie monte en puissance, la capacité du continent à gérer ces difficultés de façon pragmatique reste forte. La Chine, puissance asiatique

7. Chiffres disponibles sur le site de World Integrated Trade Solutions : <<https://wits.worldbank.org>>.

8. Ministère des Affaires étrangères indien, « Joint Communiqué of the Republic of India and the People's Republic of China », 16 décembre 2010, disponible sur : <<https://mea.gov.in>>.

9. Ministère des Finances indien, « India Is The Largest Borrower from Asian Infrastructure Investment Bank », 24 juin 2018, disponible sur : <<http://pib.nic.in>>.

10. « India-China Informal Summit at Wuhan », ministère des Affaires étrangères indien, 28 avril 2018, disponible sur : <<https://mea.gov.in>>.

émergente la plus importante, a fait montre de sa volonté d'éviter, dans la mesure du possible, les solutions militaires. Depuis un bref accrochage maritime entre la République populaire et le Vietnam en mars 1988, la Chine n'a tiré aucun coup de feu hors de ses frontières. Cet état de fait rappelle le conseil stratégique de Sun Tzu : « Le meilleur savoir-faire n'est pas de gagner cent victoires dans cent batailles, mais plutôt de vaincre l'ennemi sans combattre¹¹. » En comparaison, les États-Unis ont largué 26 000 bombes sur sept pays dans la dernière année de la présidence de Barack Obama, présidence pourtant relativement pacifique.

La grande renaissance culturelle

Si la paix perdure en Asie et si l'essor des économies asiatiques se poursuit, les sociétés asiatiques se mettront à accumuler les capacités matérielles et humaines nécessaires pour redécouvrir le riche héritage culturel dont elles ont été séparées par les bouleversements des deux derniers siècles. De nombreux chefs-d'œuvre de la civilisation chinoise ont été détruits ou pillés au cours des ^{xix}e et ^{xx}e siècles. Le monde, et l'Occident en particulier, a été horrifié par la destruction par les talibans des précieuses statues de Bâmiyân en Afghanistan, qui avaient survécu durant 14 siècles. Pourtant, peu d'Occidentaux ont alors fait remarquer qu'en 1860, les forces françaises et britanniques s'étaient comportées de la même façon en pillant et détruisant l'ancien palais d'Été, dont la bibliothèque et les archives contenaient 10 500 volumes¹².

Cet épisode historique permet d'expliquer une différence significative entre les perspectives asiatiques et européennes sur les ^{xix}e et ^{xx}e siècles. La plupart des Européens évoquent avec nostalgie ces siècles, durant lesquels leur puissance et leur influence n'ont fait que croître. Pour les sociétés asiatiques au contraire, à l'exception peut-être du Japon, ces siècles ont été marqués par la souffrance et les difficultés. Les Asiatiques se projettent ainsi dans le ^{xxi}e siècle avec un grand optimisme, la plupart d'entre eux ne doutant pas que ce siècle sera meilleur pour eux que les précédents. Cet optimisme profond, conjugué à de bonnes performances économiques, conduira à des investissements plus importants dans le domaine culturel. Quand les historiens à venir chercheront à identifier les prémices du siècle asiatique, ils pourraient bien se tourner vers l'ouverture spectaculaire des Jeux olympiques de Pékin le 8 août 2008. Pour les Chinois, le 8 est, de tous les chiffres, celui qui est de meilleur augure.

11. Sun Tzu, *The Art of War*, traduit en anglais par Samuel B. Griffith, Oxford, Oxford University Press, 1963, p. 77.

12. E. Ringmar, « Liberal Barbarism and the Oriental Sublime: The European Destruction of the Emperor's Summer Palace », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 34, n° 3, 2006, p. 921-922.

Le regain de confiance des Asiatiques reste invisible aux Européens qui, pour des raisons culturelles, ne peuvent pleinement le ressentir. J'en ai, quant à moi, fait directement l'expérience. En 1965, année où Singapour a gagné son indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni, le revenu moyen y était de 500 dollars américains, le même qu'au Ghana. Pendant toute notre enfance à Singapour, nous, les Asiatiques, avons éprouvé un sentiment profond d'infériorité culturelle vis-à-vis des Occidentaux. On nous faisait croire, directement ou indirectement, que nous étions des êtres inférieurs. Plusieurs chercheurs asiatiques ont évoqué ce complexe d'infériorité. Ashis Nandy, un intellectuel indien, a par exemple décrit la colonisation de l'esprit indien comme « survivant à la fin des empires¹³ ».

Le regain de confiance des Asiatiques reste invisible aux Européens

Au ^{xx}e siècle, peu d'Asiatiques ressentent ce sentiment d'infériorité. Au contraire, leur fierté culturelle a explosé. La réussite extraordinaire des étudiants asiatiques, en particulier chinois et indiens, dans des universités comme Harvard et Yale, a considérablement rehaussé leur estime d'eux-mêmes. Le California Institute of Technology (Caltech) n'accepte ses étudiants que sur la base de leur mérite, sans aucun quota ethnique. Les Américains d'origine asiatique, qui ne constituent que 5,8 % de la population américaine¹⁴, représentent pourtant 40 % des nouveaux entrants à Caltech en 2018-2019.

Autrefois, la plupart des étudiants asiatiques qui menaient à bien leurs études dans des universités américaines restaient aux États-Unis. Du fait de la réussite des sociétés asiatiques, nombre d'entre eux rentrent désormais dans leur pays d'origine. Beaucoup d'Occidentaux croient que les jeunes étudiants chinois qui ont goûté à la liberté académique des universités occidentales ne souhaitent pas rentrer chez eux. C'était le cas voici dix ou vingt ans, mais cela ne se vérifie plus aujourd'hui. Selon le ministère de l'Éducation chinois, entre 1978 et 2017 « le nombre de jeunes revenant après des études à l'étranger, surtout les diplômés hautement qualifiés, a augmenté de manière régulière. Au total, 3 132 000 étudiants, soit 83,73 % des étudiants ayant poursuivi des études supérieures à l'étranger, sont rentrés en Chine après l'obtention de leur diplôme¹⁵ ».

13. A. Nandy, *The Intimate Enemy: Loss and Recovery of Self Under Colonialism*, New Delhi, Oxford University Press, 1988, p. 11.

14. Bureau du recensement des États-Unis, US Census 2018, disponible sur : <www.census.gov>.

15. Ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine, « 2017 Sees Increase in Number of Chinese Students Studying Abroad and Returning after Overseas Studies », 4 avril 2018, disponible sur : <<http://en.moe.gov.cn>>.

En somme, la preuve la plus flagrante de la renaissance de l'Asie est donnée par les mouvements de populations asiatiques. Durant la majeure partie du ^{xx}^e siècle, les Asiatiques ambitieux rêvaient d'émigrer vers les sociétés occidentales prospères afin d'y trouver une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs familles. Aujourd'hui, ceux qui réussissent veulent participer au grand renouveau asiatique. Cependant, alors même qu'ils renouent avec leur patrimoine culturel, ils n'ont pas l'intention d'abandonner ce qu'ils ont appris de l'Occident. La Chine produit 50 à 100 millions de musiciens formés à la musique classique occidentale, parmi lesquels certains des plus grands musiciens actuels, tels les instrumentistes Yundi Li, Yuja Wang et Wang Jian, les chefs d'orchestre Yu Long et Zhang Xian, et les compositeurs Tan Dun, Guo Wenjing, Ye Xiaogang et Chen Yi. La Chine construit en outre plus de salles de concert et d'opéras à l'occidentale que tout autre pays.

Voilà donc le grand espoir que le retour spectaculaire de l'Asie sur la scène internationale offre au monde. La régénération des sociétés asiatiques ne conduira pas à un affrontement des civilisations comme le prophétisait Samuel P. Huntington, mais plutôt à leur fusion. Jusqu'à présent, la fusion des civilisations résultait principalement de l'injection d'ADN occidental dans les autres civilisations. Au fil du temps, il est probable que le flux de culture et d'idées ira dans les deux sens¹⁶.



Mots clés

Asie
Développement économique
Équilibres géopolitiques
Choc des civilisations

16. K. Mahbubani et L. H. Summers, «The Fusion of Civilizations: The Case for Global Optimism», *Foreign Affairs*, vol. 3, n° 95, mai-juin 2016, disponible sur : <www.foreignaffairs.com>.